

RCS : GRENOBLE

Code greffe : 3801

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de GRENOBLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2014 B 02045

Numéro SIREN : 808 076 582

Nom ou dénomination : GreenWaves Technologies

Ce dépôt a été enregistré le 19/07/2021 sous le numéro de dépôt B2021/010875



BBM & ASSOCIÉS

*Vous accompagner
durablement.*

Conseil | Expertise | Audit

COMPTES ANNUELS

Au 31/12/2020

SAS GREENWAVES TECHNOLOGIES

28 cours Jean Jaurès

38000 GRENOBLE

Certifiés conformes
Grenoble le 7/6/2021

GreenWaves Technologies

SAS au capital de 1'774'551€
Siret 808 076 582 00028 - APE 7112B
N° CEE FR35808076582
**28 Cours Jean Jaurès
38000 Grenoble**

<https://greenwaves-technologies.com>

www.groupebbm.com

Conseil | Expertise | Audit

Compte rendu de travaux

Etat exprimé en euros

Conformément à la mission qui nous a été confiée par Monsieur LIETAR Loic et qui a fait l'objet d'une lettre de mission, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'entreprise **SAS GREENWAVES TECHNOLOGIES** relatifs à l'exercice du **01/01/2020** au **31/12/2020**.

Ces comptes annuels sont joints au présent compte rendu ; ils se caractérisent par les données suivantes :

Total du bilan :	16 979 713	euros
Chiffre d'affaires :	160 039	euros
Résultat net comptable :	-2 110 625	euros

Nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables applicable à la mission de présentation des comptes à l'exception de :

Fait à SEYSSINET Cedex
Le 05/05/2021

Signature

Laurent COHN

COMPTES ANNUELS



Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2020			31/12/2019
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
	Capital souscrit non appelé (I)				
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement	363 014	310 859	52 156	152 437
	Frais de développement	5 608 795	560 880	5 047 916	
	Concessions brevets droits similaires	1 256 354	1 107 235	149 119	286 637
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	4 144 430		4 144 430	6 623 657
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	1 193 141	807 214	385 927	706 783
	Autres immobilisations corporelles	138 708	69 732	68 975	52 011
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations	150 000	118 248	31 752		
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	67 239		67 239	78 924	
	TOTAL (II)	12 921 681	2 974 167	9 947 514	7 900 449
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	37 725		37 725	17 115
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis	20 453		20 453	8 587
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	185 086		185 086	
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	10 932		10 932	289 831
	Autres créances	2 022 369		2 022 369	1 291 368
Capital souscrit appelé, non versé					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITES	4 695 687		4 695 687	4 605 116	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	59 313		59 313	61 381
	TOTAL (III)	7 031 566		7 031 566	6 273 398
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)					
Ecarts de conversion actif (VI)	633		633	552	
	TOTAL ACTIF (I à VI)	19 953 880	2 974 167	16 979 713	14 174 399

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

67 239

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2020

31/12/2019

		31/12/2020	31/12/2019
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	1 774 551	1 774 551
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	101 907	2 757 304
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	6 625 706	6 625 706
	Report à nouveau		(893 541)
	Résultat de l'exercice	(2 110 625)	(1 761 857)
Subventions d'investissement	1 677 281	1 595 890	
Provisions réglementées			
	Total des capitaux propres	8 068 819	10 098 054
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques	45 633	45 552
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	45 633	45 552
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles	1 050 000	
	Autres emprunts obligataires	1 950 000	
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	4 885 434	3 105 866
	Emprunts et dettes financières divers	331 947	89 224
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	153 007	322 697
	Dettes fiscales et sociales	486 742	393 518
	DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	8 130	29 838	
Produits constatés d'avance (1)		89 275	
	Total des dettes	8 865 261	4 030 418
	Ecarts de conversion passif		376
	TOTAL PASSIF	16 979 713	14 174 399
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(2 110 625,18)	(1 761 856,62)
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	6 825 150	1 633 727
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	612	1 360

Compte de Résultat

		31/12/2020		31/12/2019	
		12 mois	% C.A.	12 mois	% C.A.
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises			2 764	0,94
	Production vendue (Biens)	161 860	101,14	39 984	13,56
	Production vendue (Services et Travaux)	(1 822)	-1,14	252 133	85,50
	Montant net du chiffre d'affaires	160 039	100,00	294 881	100,00
	Production stockée	11 866	7,41	(4 318)	-1,46
	Production immobilisée	3 129 568	N/S	1 907 692	646,94
	Subventions d'exploitation	494 569	309,03	149 277	50,62
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	105 978	66,22		
	Autres produits	7 171	4,48	3 361	1,14
		Total des produits d'exploitation	3 909 192	N/S	2 350 894
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock			106 487	36,11
	Achats de matières et autres approvisionnements	87 245	54,51	(3 357)	-1,14
	Variation de stock	(20 611)	-12,88	1 955 039	662,99
	Autres achats et charges externes	2 775 291	N/S	11 309	3,84
	Impôts, taxes et versements assimilés	33 669	21,04	1 664 453	564,45
	Salaires et traitements	2 299 741	N/S	428 271	145,24
	Charges sociales du personnel	694 363	433,87		
	Cotisations personnelles de l'exploitant	1 175 275	734,37	734 433	249,06
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	15 087	9,43	9 432	3,20
	Total des charges d'exploitation	7 060 061	N/S	4 906 068	N/S
	RES ULTAT D'EXPLOITATION	(3 150 869)	N/S	(2 555 174)	-866,51
PRODUITS FINANCIERS Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée				
	Perte supportée ou bénéfice transféré				
	De participations (3)				
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)				
	Autres intérêts et produits assimilés (3)				
	Reprises sur provisions et dépréciations et transfert de charges	552	0,34	96	0,03
	Différences positives de change	394	0,25	30	0,01
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total des produits financiers	946	0,59	126	0,04
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	118 881	74,28	552	0,19
	Intérêts et charges assimilées (4)	156 876	98,02	69 220	23,47
	Différences négatives de change	1 404	0,88	952	0,32
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total des charges financières	277 161	173,18	70 724	23,98
	RESULTAT FINANCIER	(276 215)	-172,59	(70 598)	-23,94
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(3 427 084)	N/S	(2 625 773)	-890,45
	Total des produits exceptionnels	4 027	2,52	152	0,05
	Total des charges exceptionnelles	8 129	5,08	140 000	47,48
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	(4 102)	-2,56	(139 848)	-47,43
	PARTICIPATION DES SALAIRES				
	IMPOTS SUR LES BENEFICES	(1 320 561)	-825,15	(1 003 764)	-340,40
	TOTAL DES PRODUITS	3 914 165	N/S	2 351 171	797,33
	TOTAL DES CHARGES	6 024 790	N/S	4 113 028	N/S
	RES ULTAT DE L'EXERCICE	(2 110 625)	N/S	(1 761 857)	-597,48

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Faits caractéristiques de l'exercice

La société a émit 1 950 000€ divisé en 8125 obligations à bon de souscription d'actions de préférence de série A de la société d'une valeur nominale de 240€ chacune

La société a émit 1 050 000 d'obligations convertibles d'une valeur de 1€

COVID-19

L'ensemble de l'équipe est en télétravail, sans perte de productivité. Pas d'impact à déplorer du côté de nos fournisseurs.

Nous prévoyons un retard de nos ventes de 4 mois (impact en cash à court terme faible puisque compensé par un ajustement du calendrier d'approvisionnement), et une levée de fonds retardée de 6 mois (avril 2021 au lieu d'octobre 2020).

Un dossier de demande de financement COVID a été soumis à nos partenaires financiers (traduit par 3 emprunts PGE d'un montant chacun de 700000€ auprès de 3 banques différentes) pour sécuriser le déroulement de la roadmap R&D sans modification du calendrier initial.

Une filiale de GREENWAVES TECHNOLOGIES a été créée en CHINE à partir de janvier 2020.

Evénements postérieurs à la clôture

Aucun évènement particulier

Règles et méthodes comptables

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2020 ont été élaborés et présentés conformément au règlement ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes clos le 31 décembre 2020 ont été arrêtés dans le principe de continuité de l'exploitation. L'application de ce principe est appropriée au regard des prévisions de trésorerie pour les 12 prochains mois. Ces prévisions de trésorerie prennent en compte une opération significative de renforcement des fonds propres en cours . Si cette opération n'aboutissait pas et si aucune source de financement alternative n'était trouvée, il pourrait en résulter une incidence significative sur l'évaluation des actifs et passifs de la société

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations ayant une importance significative. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou de production. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

Les durées d'amortissement les plus généralement retenues sont les suivantes :

- Concessions brevets et licences : de 2 à 5 ans

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou de production. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée. Les valeurs résiduelles ne sont pas prises en compte, leur impact étant non significatif. Les durées d'amortissement les plus généralement retenues sont les suivantes :

- Matériel de bureau et informatique : 3 ans
Mobilier : 4 ans
Matériel R&D : 3 à 4 ans

Immobilisations financières

Les titres de participation sont comptabilisés à leur valeur d'achat.

Une provision pour dépréciation des immobilisations financières est constituée lorsque la valeur recouvrable de ces titres est inférieure à la valeur comptable.

La méthode de dépréciation utilisé pour les titres de dépréciations se fait au regard de la quote part de la situation nette.

Créances

Les créances clients sont constatées lors du transfert de propriété et à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire de ces créances présente un risque quant à sa recouvrabilité.

Avantages du personnel

Les régimes à prestations définies sont des régimes pour lesquels les risques actuariels incombent à la société. Ils sont liés aux engagements de fin de carrière définis par le code du travail. L'engagement de retraite est calculé selon une approche prospective (méthode des unités de crédit projetées), qui tient compte des modalités de calcul des indemnités prévues par la convention collective et de paramètres actuariels (taux d'actualisation, taux de revalorisation de salaires, taux de rotation, taux de mortalité,...).

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

La société n'externalise pas le financement de ses engagements de retraite.

Compte tenu de la jeunesse de la société aucun engagement n'est constaté hors bilan.

Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières sont constitués d'emprunts bancaires, de comptes courants actionnaires et de filiales ainsi que de concours bancaires courants.

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Subventions

La société bénéficie de subventions pour l'aider à financer certains projets de R&D. Ces subventions sont reconnues en résultat (en tenant compte des conditions suspensives et/ou résolutoires) au même rythme que les dépenses engagées. Lorsque lesdites dépenses sont immobilisées en coût de développement, alors la quote-part de subvention finançant ces dépenses est reprise en résultat au même rythme que les dotations aux amortissements.

Au titre de 2020,

-la quote part concernant la subvention OPRECOMP pour le projet HEASIT rapportée au résultat est de 48 139.63€

-la quote part concernant la subvention CPS EUROPE rapportée au résultat est de 39 998€

-la société a perçu 56 000€ la quote part concernant la subvention CPS FRANCE rapportée au résultat est de 24 715€

-la société a perçu 112 500€ la quote part concernant la subvention NANO 2022 rapportée au résultat est de 76 787€

-la quote part concernant la subvention I LAB CREADEV rapportée au résultat est de 133 115.96€

-la quote part concernant la subvention EURO CPS rapportée au résultat est de 30 237.30€

-la quote part concernant la subvention SECUR RISC V rapportée au résultat est de 41 741€

-la quote part concernant la subvention H2020 HEASIT rapportée au résultat est de 90835.57€

Traitement des frais d'augmentation de capital

Les frais d'augmentation de capital ont été comptabilisés en immobilisation et sont amortis sur une durée de 3 ans

Instruments dilutifs en circulation

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Selon l'AG du 12/06/2018:

19 080 bons de souscription d'actions (BSAcs) au profit des membres indépendants nommés au conseil de Surveillance ont été émis dont 9 540 ont été attribués.

63 500 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) au profit de salariés de l'entreprise et à l'exclusion de mandataires sociaux ont été émis dont 34 100 ont été attribués.

23 029 bons de souscription d'actions ont été émis dont 4 118 ont été attribués.

Selon l'AG du 18/06/2019:

Ont été attribués 29 400 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) au profit de salariés de l'entreprise et à l'exclusion de mandataires sociaux parmi les 63 500 émis en 2018.(Plan

d'attribution des BSPCE 2018)

110 000 bons ont été émis (BSPCE et BSA) au profit de salariés de l'entreprise et à l'exclusion de mandataires sociaux (Plan d'attribution des bons 2019 (BSPCE-BSA), dont 51 500 ont été attribués en 2019 et 58 500 ont été attribués au cours de l'exercice 2020.

Selon l'AG du 08/06/2020:

Ont été émis et attribués au cours de l'exercice 2020, à titre gratuit, 30 000 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) au profit de membres du comité de surveillance.

Crédit d'Impôt Recherche (CIR)

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt.

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues. Le crédit d'impôt non imputé est reportable, en régime de droit commun, sur les trois années suivant celle au titre de laquelle il a été constaté. La fraction non utilisée à l'expiration de cette période est remboursée à l'entreprise.

Le CIR généré au titre des dépenses de l'année 2020 s'élève à 1 320 561€.

Frais de recherche et de développement

Les dépenses de développement sont inscrites au bilan si et seulement si toutes les conditions définies ci après sont remplies :

Le produit ou processus est clairement défini et les coûts qui y sont liés sont mesurés de façon fiable et identifiés séparément,

La faisabilité technique du produit est démontrée,

Le produit ou processus a de sérieuses chances d'être commercialisé ou utilisé en interne,

Les actifs seront générateurs d'avantages économiques futurs,

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les ressources techniques et financières adéquates et les autres ressources nécessaires à l'achèvement du projet sont disponibles.

Les dépenses de développement comprennent les coûts directs et indirects engagés sur les projets et principalement les salaires des chercheurs, ingénieurs et techniciens et le coût des matières premières et autres services consommés des biens utilisés pour les activités de développement.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, et à chaque clôture d'exercice, les projets de développement inscrits au bilan font l'objet d'une analyse afin de s'assurer que chaque projet remplit toujours les critères d'activation. Le cas échéant, une dépréciation est comptabilisée. Il est rappelé que, conformément aux règles françaises en la matière, l'existence à l'actif du bilan de coûts de développement non encore amortis supérieurs au montant des réserves libres fait obstacle à la distribution de dividendes.

De part la nature de la société et compte tenu du caractère innovant de ses produits, une partie significative des charges de la société GREENWAVES TECHNOLOGIES répond aux critères définis par les normes comptables pour la mise à l'actif.

Les frais de recherche et développement seront amortis à partir de la qualification pour la production volume.

La quote part des coûts de développement comptabilisée à l'actif sur cet exercice s'élève à 3 129 567.92€

Les frais de recherche et de développement donnent droit à un crédit d'impôt recherche reconnu à l'issu de l'exercice pendant lequel les dépenses ont été comptabilisées.

Engagements hors bilan

Le suivi des engagements hors bilan assuré par le groupe vise les informations relatives aux engagements donnés et reçus suivants :

- sûretés personnelles (avals, cautions et garantie),
- sûretés réelles (hypothèques, nantissements, gages),
- locations simples, obligations d'achats et d'investissements,
- autres engagements.

Garanties liées aux emprunts:

- CIC:

Garantie de la société: nantissement du fond de commerce à hauteur de 500 K€
Garantie par un tiers: BPI financement à hauteur de 50%

- CERA

212 725.85€: garantie INNOV FEI VST UNIQUE à hauteur de 50%
Garantie caution pers. morale : 630 000€

- BNP

Garantie intervention BPIFRANCE FINANCEMENT 300 000€
Garantie Nantissement fonds de commerce 500 000€
Garantie contre-garantie ste caution mut : 630 000€

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

JEUNE ENTEPRISE INNOVANTE

A la date du 20 octobre 2014, la Société Grennewaves technologies a sollicité l'avis de l'administration fiscale sur son éligibilité au statut de Jeune Entreprise Innovante. Celle-ci a répondu favorablement, ce qui a permis à la société d'opter pour le statut de J.E.I.

A la clôture de l'exercice l'ensemble des conditions pour bénéficier du régime JEI a été respecté :

- personnel de l'entreprise < 250 personnes : 47
- chiffre d'affaires de l'exercice < 40M€ : 160 039€
- total bilan à la clôture < 27 M€ :16 979 713€
- société créée depuis moins de 8 ans : 2014
- dépenses de recherche et développement > à 15% des charges.
- détention du capital > 50% par des personnes physiques ou société de capital-risque : 100 %
- la société n'est pas créée dans le cadre d'une concentration / restructuration / extension d'activité / reprise d'activité.

Ce statut a permis à la société de bénéficier d'une réduction de charges sociales de 205 680€.

Engagements financiers

Etat exprimé en euros	31/12/2020	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
CIC nantissement du fond de commerce à hauteur de 500K€		500 000	
CIC garantie par un tiers BPI financement à hauteur de 50%		250 000	
Cf. état Engagements financiers - Avals, cautions et garanties		2 272 726	
		3 022 726	
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés			
Autres engagements			
Total des engagements financiers (1)		3 022 726	
(1) Dont concernant :			
Les dirigeants			
Les filiales			
Les participations			
Les autres entreprises liées			

--

Détail - Avals, cautions et garanties

Engagements financiers - Avals, cautions et garanties	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
CERA pret 500K€ garantie FEI VST 50%	212 726	
CE 700K€ caution pers.morale	630 000	
BNP INTERV. BPI FI	300 000	
BNP nantiss.fond de ommerce	500 000	
BNP contregar.ste caut. mut	630 000	
Totalisation	2 272 726	

Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2020
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement	363 014		5 608 795			5 971 809
Autres	7 875 362		3 134 217	5 608 795		5 400 784
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8 238 376		8 743 012	5 608 795		11 372 593
CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
Instal technique, matériel outillage industriels	1 171 088		28 424		6 370	1 193 141
Instal., agencement, aménagement divers	15 265		3 976			19 241
Matériel de transport						
Matériel de bureau, mobilier	78 325		41 142			119 467
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours			3 549		3 549	
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 264 678		77 090		9 919	1 331 849
FINANCIERES						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations			150 000			150 000
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	78 924		5 740		17 425	67 239
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	78 924		155 740		17 425	217 239
TOTAL	9 581 978		8 975 842	5 608 795	27 344	12 921 681

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2020
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	210 577	661 161		871 738
	Autres	965 068	142 167		1 107 235
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 175 645	803 328		1 978 973
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	464 305	349 279	6 370	807 214
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	1 437	3 054		4 491
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier Emballages récupérables et divers	40 143	25 099		65 242
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	505 884	377 432	6 370	876 947	
TOTAL		1 681 529	1 180 760	6 370	2 855 919

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Dotations			Reprises			
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2020	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	67 239	67 239	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	10 932	10 932	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	1 320 561	1 320 561	
	Taxes sur la valeur ajoutée	75 980	75 980	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	574 476	574 476	
Groupe et associés (2)				
Débiteurs divers	51 352	51 352		
Charges constatées d'avances	59 313	59 313		
TOTAL DES CREANCES		2 159 854	2 159 854	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2020	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)	1 050 000	1 050 000		
	Autres emprunts obligataires (1)	1 950 000	1 950 000		
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	612	612		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	4 884 822	2 844 712	1 740 110	300 000
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	331 899	331 899		
	Fournisseurs et comptes rattachés	153 007	153 007		
	Personnel et comptes rattachés	254 747	254 747		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	202 213	202 213		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	5 928	5 928		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	23 854	23 854		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)	47	47		
	Autres dettes	8 130	8 130		
Dettes représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL DES DETTES		8 865 261	6 825 150	1 740 110	300 000
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		5 100 000			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		562 667			
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)		47			

Capital social

Etat exprimé en euros		31/12/2020	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		1 774 551,00	1,0000	1 774 551,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		1 774 551,00	1,0000	1 774 551,00

--

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2020

Total des Charges à payer		490 509
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		2 276
<i>Int courus ets de credit</i>	1 450	
<i>Assurances courues non echues</i>	120	
<i>Int.courus emp.ets crédit commission</i>	94	
<i>Intérêts courus à payer</i>	612	
Emprunts et dettes financières divers		62 899
<i>Int courus emprunt obligataire</i>	62 899	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		89 441
<i>Frs fact non parvenues</i>	89 441	
Dettes fiscales et sociales		335 892
<i>Dettes prov congés payés</i>	254 747	
<i>Charges sociales sur c.p.</i>	76 713	
<i>Taxe d'apprentissage</i>	4 433	

Charges et Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	31/12/2020	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION		59 313	
Charges et Produits FINANCIERS			
Charges et Produits EXCEPTIONNELS			
TOTAL		59 313	

--

GREENWAVES TECHNOLOGIES
Société par actions simplifiée
au capital de 1.774.551 €
28 Cours Jean Jaurès – 38000 Grenoble
808 076 582 RCS GRENOBLE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE
DU 7 JUIN 2021

AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020
RÉSOLUTION PROPOSÉE ET ADOPTÉE

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de reporter à nouveau le résultat de l'exercice, qui se traduit par une perte de 2.110.625 €.

A l'issue de cette affectation et sur la base du bilan au 31 décembre 2020, les comptes de capitaux propres s'établissent comme suit :

Capital	1.774.551,00 €
Primes d'émission, de fusion d'apport	101.907 €
Réserve légale	-
Réserve statutaire	-
Réserve facultative	-
Réserve indisponible conversion ADP	6.625.706 €
Report à nouveau	- 2.110.625 €
Subventions d'investissement	1.677.281 €
Total	<hr/> 8.068.819 €

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale constate qu'aucun dividende n'a été distribué depuis la constitution de la société.

* * *

QUATRIÈME RÉOLUTION

Sous réserve de l'adoption de la deuxième résolution, le report à nouveau de la Société, après report de la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2020, se monte à la somme de - 2.110.625 €.

L'assemblée générale, statuant à titre extraordinaire, décide d'imputer une partie du report à nouveau sur la prime d'émission.

A l'issue de cette affectation et sur la base du bilan au 31 décembre 2020, les comptes de capitaux propres s'établissent comme suit :

Capital	1.774.551,00 €
Primes d'émission, de fusion d'apport	0 €
Réserve légale	-
Réserve statutaire	-
Réserve facultative	-
Réserve indisponible conversion ADP	6.625.706 €
Report à nouveau	- 2.008.719 €
Subventions d'investissement	1.677.281 €
Total	<hr/> 8.068.819 €



Le Président



GreenWaves Technologies
Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG et Autres



GreenWaves Technologies

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés de la société GreenWaves Technologies,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société GreenWaves Technologies relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Règles générales » de l'annexe aux comptes annuels exposant les conditions qui sous-tendent l'application du principe de continuité d'exploitation.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Frais de recherche et de développement » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des coûts de développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif desdits coûts, apprécié leur valeur actuelle et que la note de l'annexe fournissait une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 20 mai 2021

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres

Pierre-Emmanuel Passelègue

Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2020			31/12/2019
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement	363 014	310 859	52 156	152 437
	Frais de développement	5 608 795	560 880	5 047 916	
	Concessions brevets droits similaires	1 256 354	1 107 235	149 119	286 637
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	4 144 430		4 144 430	6 623 657
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	1 193 141	807 214	385 927	706 783
	Autres immobilisations corporelles	138 708	69 732	68 975	52 011
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations	150 000	118 248	31 752		
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	67 239		67 239	78 924	
TOTAL (II)		12 921 681	2 974 167	9 947 514	7 900 449
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	37 725		37 725	17 115
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis	20 453		20 453	8 587
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	185 086		185 086	
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	10 932		10 932	289 831
	Autres créances	2 022 369		2 022 369	1 291 368
Capital souscrit appelé, non versé					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITES	4 695 687		4 695 687	4 605 116	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	59 313		59 313	61 381
	TOTAL (III)	7 031 566		7 031 566	6 273 398
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)					
Ecart de conversion actif (VI)	633		633	552	
TOTAL ACTIF (I à VI)		19 953 880	2 974 167	16 979 713	14 174 399

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

67 239

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2020	31/12/2019
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	1 774 551	1 774 551
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	101 907	2 757 304
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	6 625 706	6 625 706
	Report à nouveau		(893 541)
	Résultat de l'exercice	(2 110 625)	(1 761 857)
Subventions d'investissement	1 677 281	1 595 890	
Provisions réglementées			
	Total des capitaux propres	8 068 819	10 098 054
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques	45 633	45 552
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	45 633	45 552
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles	1 050 000	
	Autres emprunts obligataires	1 950 000	
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	4 885 434	3 105 866
	Emprunts et dettes financières divers	331 947	89 224
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	153 007	322 697
	Dettes fiscales et sociales	486 742	393 518
	DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	8 130	29 838	
Produits constatés d'avance (1)		89 275	
	Total des dettes	8 865 261	4 030 418
	Ecarts de conversion passif		376
	TOTAL PASSIF	16 979 713	14 174 399
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(2 110 625,18)	(1 761 856,62)
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	6 825 150	1 633 727
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	612	1 360

Compte de Résultat

		31/12/2020		31/12/2019	
		12 mois	% C.A.	12 mois	% C.A.
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)	161 860	101,14	39 984	13,56
	Production vendue (Services et Travaux)	(1 822)	-1,14	252 133	85,50
	Montant net du chiffre d'affaires	160 039	100,00	294 881	100,00
	Production stockée	11 866	7,41	(4 318)	-1,46
	Production immobilisée	3 129 568	N/S	1 907 692	646,94
	Subventions d'exploitation	494 569	309,03	149 277	50,62
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges Autres produits	105 978 7 171	66,22 4,48	3 361	1,14
	Total des produits d'exploitation	3 909 192	N/S	2 350 894	797,24
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements	87 245	54,51	106 487	36,11
	Variation de stock	(20 611)	-12,88	(3 357)	-1,14
	Autres achats et charges externes	2 775 291	N/S	1 955 039	662,99
	Impôts, taxes et versements assimilés	33 669	21,04	11 309	3,84
	Salaires et traitements	2 299 741	N/S	1 664 453	564,45
	Charges sociales du personnel	694 363	433,87	428 271	145,24
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Autres charges	1 175 275 15 087	734,37 9,43	734 433 9 432	249,06 3,20
	Total des charges d'exploitation	7 060 061	N/S	4 906 068	N/S
	RESULTAT D'EXPLOITATION	(3 150 869)	N/S	(2 555 174)	-866,51
PRODUITS FINANCIERS	Opéra. comm.				
	Bénéfice attribué ou perte transférée				
	Perte supportée ou bénéfice transféré				
	De participations (3)				
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)				
	Autres intérêts et produits assimilés (3)				
	Reprises sur provisions et dépréciations et transfert de charges	552	0,34	96	0,03
	Différences positives de change	394	0,25	30	0,01
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total des produits financiers	946	0,59	126	0,04
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	118 881	74,28	552	0,19
	Intérêts et charges assimilées (4)	156 876	98,02	69 220	23,47
	Différences négatives de change	1 404	0,88	952	0,32
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total des charges financières	277 161	173,18	70 724	23,98
	RESULTAT FINANCIER	(276 215)	-172,59	(70 598)	-23,94
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(3 427 084)	N/S	(2 625 773)	-890,45
	Total des produits exceptionnels	4 027	2,52	152	0,05
	Total des charges exceptionnelles	8 129	5,08	140 000	47,48
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	(4 102)	-2,56	(139 848)	-47,43
	PARTICIPATION DES SALARIES				
	IMPOTS SUR LES BENEFICES	(1 320 561)	-825,15	(1 003 764)	-340,40
	TOTAL DES PRODUITS	3 914 165	N/S	2 351 171	797,33
	TOTAL DES CHARGES	6 024 790	N/S	4 113 028	N/S
	RESULTAT DE L'EXERCICE	(2 110 625)	N/S	(1 761 857)	-597,48

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Faits caractéristiques de l'exercice

La société a émit 1 950 000€ divisé en 8125 obligations à bon de souscription d'actions de préférence de série A de la société d'une valeur nominale de 240€ chacune

La société a émit 1 050 000 d'obligations convertibles d'une valeur de 1€

COVID-19

L'ensemble de l'équipe est en télétravail, sans perte de productivité. Pas d'impact à déplorer du côté de nos fournisseurs.

Nous prévoyons un retard de nos ventes de 4 mois (impact en cash à court terme faible puisque compensé par un ajustement du calendrier d'approvisionnement), et une levée de fonds retardée de 6 mois (avril 2021 au lieu d'octobre 2020).

Un dossier de demande de financement COVID a été soumis à nos partenaires financiers (traduit par 3 emprunts PGE d'un montant chacun de 700000€ auprès de 3 banques différentes) pour sécuriser le déroulement de la roadmap R&D sans modification du calendrier initial.

Une filiale de GREENWAVES TECHNOLOGIES a été créée en CHINE à partir de janvier 2020.

Evénements postérieurs à la clôture

Aucun évènement particulier

Règles et méthodes comptables

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2020 ont été élaborés et présentés conformément au règlement ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes clos le 31 décembre 2020 ont été arrêtés dans le principe de continuité de l'exploitation. L'application de ce principe est appropriée au regard des prévisions de trésorerie pour les 12 prochains mois. Ces prévisions de trésorerie prennent en compte une opération significative de renforcement des fonds propres en cours. Si cette opération n'aboutissait pas et si aucune source de financement alternative n'était trouvée, il pourrait en résulter une incidence significative sur l'évaluation des actifs et passifs de la société

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations ayant une importance significative. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou de production. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

Les durées d'amortissement les plus généralement retenues sont les suivantes :

- Concessions brevets et licences : de 2 à 5 ans

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou de production. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée. Les valeurs résiduelles ne sont pas prises en compte, leur impact étant non significatif. Les durées d'amortissement les plus généralement retenues sont les suivantes :

- Matériel de bureau et informatique : 3 ans
Mobilier : 4 ans
Matériel R&D : 3 à 4 ans

Immobilisations financières

Les titres de participation sont comptabilisés à leur valeur d'achat.

Une provision pour dépréciation des immobilisations financières est constituée lorsque la valeur recouvrable de ces titres est inférieure à la valeur comptable.

La méthode de dépréciation utilisé pour les titres de dépréciations se fait au regard de la quote part de la situation nette.

Créances

Les créances clients sont constatées lors du transfert de propriété et à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire de ces créances présente un risque quant à sa recouvrabilité.

Avantages du personnel

Les régimes à prestations définies sont des régimes pour lesquels les risques actuariels incombent à la société. Ils sont liés aux engagements de fin de carrière définis par le code du travail. L'engagement de retraite est calculé selon une approche prospective (méthode des unités de crédit projetées), qui tient compte des modalités de calcul des indemnités prévues par la convention collective et de paramètres actuariels (taux d'actualisation, taux de revalorisation de salaires, taux de rotation, taux de mortalité,...).

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

La société n'externalise pas le financement de ses engagements de retraite.

Compte tenu de la jeunesse de la société aucun engagement n'est constaté hors bilan.

Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières sont constitués d'emprunts bancaires, de comptes courants actionnaires et de filiales ainsi que de concours bancaires courants.

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Subventions

La société bénéficie de subventions pour l'aider à financer certains projets de R&D. Ces subventions sont reconnues en résultat (en tenant compte des conditions suspensives et/ou résolutoires) au même rythme que les dépenses engagées. Lorsque lesdites dépenses sont immobilisées en coût de développement, alors la quote-part de subvention finançant ces dépenses est reprise en résultat au même rythme que les dotations aux amortissements.

Au titre de 2020,

-la quote part concernant la subvention OPRECOMP pour le projet HEASIT rapportée au résultat est de 48 139.63€

-la quote part concernant la subvention CPS EUROPE rapportée au résultat est de 39 998€

-la société a perçu 56 000€ la quote part concernant la subvention CPS FRANCE rapportée au résultat est de 24 715€

-la société a perçu 112 500€ la quote part concernant la subvention NANO 2022 rapportée au résultat est de 76 787€

-la quote part concernant la subvention I LAB CREADEV rapportée au résultat est de 133 115.96€

-la quote part concernant la subvention EURO CPS rapportée au résultat est de 30 237.30€

-la quote part concernant la subvention SECUR RISC V rapportée au résultat est de 41 741€

-la quote part concernant la subvention H2020 HEASIT rapportée au résultat est de 90835.57€

Traitement des frais d'augmentation de capital

Les frais d'augmentation de capital ont été comptabilisés en immobilisation et sont amortis sur une durée de 3 ans

Instruments dilutifs en circulation

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Selon l'AG du 12/06/2018:

19 080 bons de souscription d'actions (BSAcs) au profit des membres indépendants nommés au conseil de Surveillance ont été émis dont 9 540 ont été attribués.

63 500 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) au profit de salariés de l'entreprise et à l'exclusion de mandataires sociaux ont été émis dont 34 100 ont été attribués.

23 029 bons de souscription d'actions ont été émis dont 4 118 ont été attribués.

Selon l'AG du 18/06/2019:

Ont été attribués 29 400 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) au profit de salariés de l'entreprise et à l'exclusion de mandataires sociaux parmi les 63 500 émis en 2018.(Plan

d'attribution des BSPCE 2018)

110 000 bons ont été émis (BSPCE et BSA) au profit de salariés de l'entreprise et à l'exclusion de mandataires sociaux (Plan d'attribution des bons 2019 (BSPCE-BSA), dont 51 500 ont été attribués en 2019 et 58 500 ont été attribués au cours de l'exercice 2020.

Selon l'AG du 08/06/2020:

Ont été émis et attribués au cours de l'exercice 2020, à titre gratuit, 30 000 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) au profit de membres du comité de surveillance.

Crédit d'Impôt Recherche (CIR)

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt.

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues. Le crédit d'impôt non imputé est reportable, en régime de droit commun, sur les trois années suivant celle au titre de laquelle il a été constaté. La fraction non utilisée à l'expiration de cette période est remboursée à l'entreprise.

Le CIR généré au titre des dépenses de l'année 2020 s'élève à 1 320 561€.

Frais de recherche et de développement

Les dépenses de développement sont inscrites au bilan si et seulement si toutes les conditions définies ci après sont remplies :

Le produit ou processus est clairement défini et les coûts qui y sont liés sont mesurés de façon fiable et identifiés séparément,

La faisabilité technique du produit est démontrée,

Le produit ou processus a de sérieuses chances d'être commercialisé ou utilisé en interne,

Les actifs seront générateurs d'avantages économiques futurs,

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les ressources techniques et financières adéquates et les autres ressources nécessaires à l'achèvement du projet sont disponibles.

Les dépenses de développement comprennent les coûts directs et indirects engagés sur les projets et principalement les salaires des chercheurs, ingénieurs et techniciens et le coût des matières premières et autres services consommés des biens utilisés pour les activités de développement.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, et à chaque clôture d'exercice, les projets de développement inscrits au bilan font l'objet d'une analyse afin de s'assurer que chaque projet remplit toujours les critères d'activation. Le cas échéant, une dépréciation est comptabilisée. Il est rappelé que, conformément aux règles françaises en la matière, l'existence à l'actif du bilan de coûts de développement non encore amortis supérieurs au montant des réserves libres fait obstacle à la distribution de dividendes.

De part la nature de la société et compte tenu du caractère innovant de ses produits, une partie significative des charges de la société GREENWAVES TECHNOLOGIES répond aux critères définis par les normes comptables pour la mise à l'actif.

Les frais de recherche et développement seront amortis à partir de la qualification pour la production volume.

La quote part des coûts de développement comptabilisée à l'actif sur cet exercice s'élève à 3 129 567.92€

Les frais de recherche et de développement donnent droit à un crédit d'impôt recherche reconnu à l'issu de l'exercice pendant lequel les dépenses ont été comptabilisées.

Engagements hors bilan

Le suivi des engagements hors bilan assuré par le groupe vise les informations relatives aux engagements donnés et reçus suivants :

- sûretés personnelles (avals, cautions et garantie),
- sûretés réelles (hypothèques, nantissements, gages),
- locations simples, obligations d'achats et d'investissements,
- autres engagements.

Garanties liées aux emprunts:

● CIC:

Garantie de la société: nantissement du fond de commerce à hauteur de 500 K€
Garantie par un tiers: BPI financement à hauteur de 50%

● CERA

212 725.85€ garantie INNOV FEI VST UNIQUE à hauteur de 50%
Garantie caution pers. morale : 630 000€

● BNP

Garantie intervention BPIFRANCE FINANCEMENT 300 000€
Garantie Nantissement fonds de commerce 500 000€
Garantie contregarantie ste caution mut : 630 000€

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

JEUNE ENTREPRISE INNOVANTE

A la date du 20 octobre 2014, la Société Grennewaves technologies a sollicité l'avis de l'administration fiscale sur son éligibilité au statut de Jeune Entreprise Innovante. Celle-ci a répondu favorablement, ce qui a permis à la société d'opter pour le statut de J.E.I.

A la clôture de l'exercice l'ensemble des conditions pour bénéficier du régime JEI a été respecté :

- personnel de l'entreprise < 250 personnes : 47
- chiffre d'affaires de l'exercice < 40M€ : 160 039€
- total bilan à la clôture < 27 M€ : 16 979 713€
- société créée depuis moins de 8 ans : 2014
- dépenses de recherche et développement > à 15% des charges.
- détention du capital > 50% par des personnes physiques ou société de capital-risque : 100 %
- la société n'est pas créée dans le cadre d'une concentration / restructuration / extension d'activité / reprise d'activité.

Ce statut a permis à la société de bénéficier d'une réduction de charges sociales de 205 680€.

Engagements financiers

Etat exprimé en euros

31/12/2020

Engagements
financiers donnés

Engagements
financiers reçus

Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties CIC nantissement du fond de commerce à hauteur de 500K€ CIC garantie par un tiers BPI financement à hauteur de 50% Cf. état Engagements financiers - Avals, cautions et garanties	500 000 250 000 2 272 726 3 022 726	
Engagements de crédit-bail		
Engagements en pensions, retraite et assimilés		
Autres engagements		
Total des engagements financiers (1)	3 022 726	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées		

--

Détail - Avals, cautions et garanties

Engagements financiers - Avals, cautions et garanties	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
CERA pret 500K€garantie FEI VST 50%	212 726	
CE 700K€caution pers.morale	630 000	
BNP INTERV. BPI FI	300 000	
BNP nantiss.fond de ommerce	500 000	
BNP contregar.ste caut. mut	630 000	
Totalisation	2 272 726	

Filiales et participations

Etat exprimé en euros

31/12/2020

Capitaux
propres

Quote-part
détenue en
pourcentage

Résultat
du dernier
exercice clos

A. Renseignements détaillés

1. Filiales (Plus de 50 %)

GREENWAVES CHINE

150 000

100,00

2. Participations (10 à 50 %)

B. Renseignements globaux

1. Filiales non reprises en A.

- a) françaises
- b) étrangères

2. Participations non reprises en A.

- a) françaises
- b) étrangères

Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2020
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement	363 014		5 608 795			5 971 809
Autres	7 875 362		3 134 217	5 608 795		5 400 784
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8 238 376		8 743 012	5 608 795		11 372 593
CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
Instal technique, matériel outillage industriels	1 171 088		28 424		6 370	1 193 141
Instal., agencement, aménagement divers	15 265		3 976			19 241
Matériel de transport						
Matériel de bureau, mobilier	78 325		41 142			119 467
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours			3 549		3 549	
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 264 678		77 090		9 919	1 331 849
FINANCIERES						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations			150 000			150 000
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	78 924		5 740		17 425	67 239
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	78 924		155 740		17 425	217 239
TOTAL	9 581 978		8 975 842	5 608 795	27 344	12 921 681

--	--	--	--	--	--

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2020
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	210 577	661 161		871 738
	Autres	965 068	142 167		1 107 235
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 175 645	803 328		1 978 973
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	464 305	349 279	6 370	807 214
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	1 437	3 054		4 491
	Matériel de transport Matériel de bureau, mobilier Emballages récupérables et divers	40 143	25 099		65 242
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	505 884	377 432	6 370		876 947
TOTAL		1 681 529	1 180 760	6 370	2 855 919

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Dotations			Reprises			
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

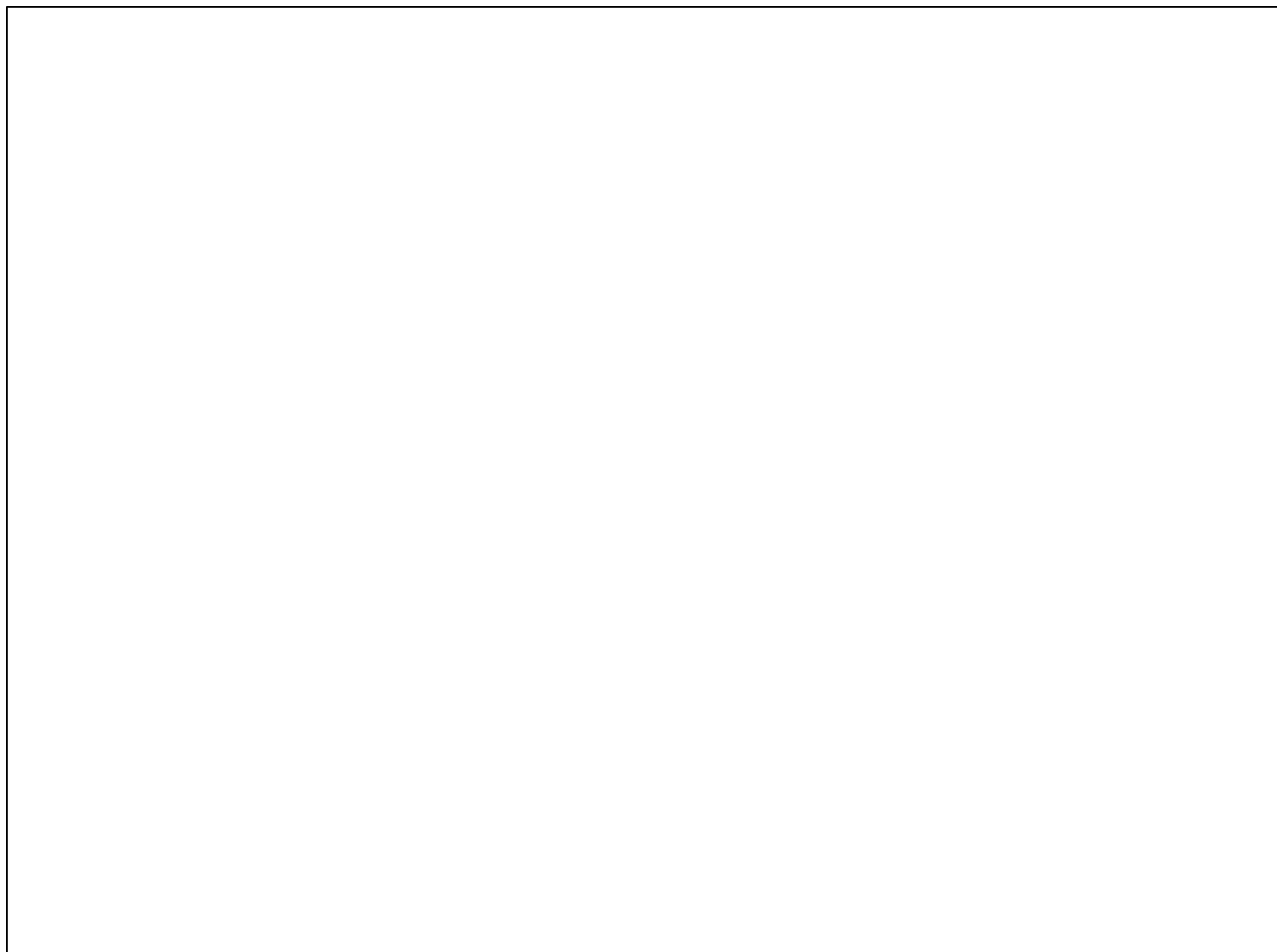
		31/12/2020	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	67 239	67 239	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	10 932	10 932	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	1 320 561	1 320 561	
	Taxes sur la valeur ajoutée	75 980	75 980	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	574 476	574 476	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	51 352	51 352	
Charges constatées d'avances	59 313	59 313		
	TOTAL DES CREANCES	2 159 854	2 159 854	
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice			
(1)	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2020	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)	1 050 000	1 050 000		
	Autres emprunts obligataires (1)	1 950 000	1 950 000		
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	612	612		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	4 884 822	2 844 712	1 740 110	300 000
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	331 899	331 899		
	Fournisseurs et comptes rattachés	153 007	153 007		
	Personnel et comptes rattachés	254 747	254 747		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	202 213	202 213		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	5 928	5 928		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	23 854	23 854		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)	47	47		
	Autres dettes	8 130	8 130		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	8 865 261	6 825 150	1 740 110	300 000
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice	5 100 000			
(1)	Emprunts remboursés en cours d'exercice	562 667			
(2)	Emprunts dettes associés (personnes physiques)	47			

Capital social

Etat exprimé en euros

	31/12/2020	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice	1 774 551,00	1,0000	1 774 551,00
	Emises pendant l'exercice		0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice		0,0000	
	Du capital social fin d'exercice	1 774 551,00	1,0000	1 774 551,00



Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2020

Total des Charges à payer		490 509
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		2 276
<i>Int courus ets de crédit</i>	1 450	
<i>Assurances courues non echues</i>	120	
<i>Int.courus emp.ets crédit commission</i>	94	
<i>Intérêts courus à payer</i>	612	
Emprunts et dettes financières divers		62 899
<i>Int courus emprunt obligataire</i>	62 899	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		89 441
<i>Frs fact non parvenues</i>	89 441	
Dettes fiscales et sociales		335 892
<i>Dettes prov conges payes</i>	254 747	
<i>Charges sociales sur c.p.</i>	76 713	
<i>Taxe d'apprentissage</i>	4 433	

Charges et Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros

31/12/2020

Charges

Produits

Charges et Produits d'EXPLOITATION	59 313	
Charges et Produits FINANCIERS		
Charges et Produits EXCEPTIONNELS		
TOTAL	59 313	

--